

Le président actuel soutenu par des Genevois sous Ben Ali

TUNISIE • Des personnalités genevoises ont rencontré le président Moncef Marzouki. Ils s'étaient engagés pour sa libération en 2001.



Moncef Marzouki, le nouveau président tunisien, a connu les géôles sous le régime de Ben Ali. KEYSTONE

CHRISTOPHE KOESSLER

«Des larmes de bonheur et d'espoir.» Une émotion intense attendait Jean-Charles Rielle, médecin genevois et conseiller municipal, à l'heure de ses retrouvailles à Tunis début janvier avec Moncef Marzouki, le nouveau président tunisien, élu en décembre dernier. C'est que depuis, le monde a basculé. En 2001, le médecin suisse avait lancé un appel pour la libération de son collègue Moncef Marzouki, par ailleurs défenseur des droits humains et fondateur du parti Congrès pour la République, par le régime du dictateur Ben Ali. Aujourd'hui, l'ex-bagnard se retrouve propulsé à la tête du pays.

Au début des années 2000, Jean-Charles Rielle avait créé un site internet spécialement dédié à la cause de Moncef Marzouki, sous l'impulsion de son chef direct au Service de la santé de la jeunesse de l'Etat de Genève, Paul Bouvier. Le contenu de ce site vient d'être remis

en ligne (www.rielle.info). Une citation de M. Marzouki avait été mise en exergue alors: «C'est idiot de vouloir changer le monde, mais criminel de ne pas essayer.»

Visite «de courtoisie»

Alors, en ce début 2012, l'occasion était trop belle pour une visite «de courtoisie» en Tunisie, «afin de nous remplir de bonheur et d'espoir pour d'autres causes et d'autres libérations». Jean-Charles Rielle y a convié d'autres personnalités, son épouse Laurence Fehlmann Rielle, conseillère municipale de la Ville de Genève, Ueli Leuenberger, président des Verts suisses, Anouar Gharbi, président de l'association Droit pour tous, et Marc Falquet, à la tête de la Commission des droits de l'homme du Grand Conseil genevois. Au final, le voyage s'est transformé en marathon de rencontres politiques: du président de l'Assemblée constituante tunisienne au président de la

principale force politique du pays, le parti islamiste modéré Ennadha, sans oublier ONG et syndicats.

«Plein d'espoir»

Au retour, le médecin genevois se montre enthousiaste et optimiste: «Nous revenons très confiants de Tunisie. La répression vécue sous Ben Ali par tous les mouvements politiques, quelles que soient leurs différences, les unit dans leur volonté de faire réussir cette révolution et de l'acheminer vers un ordre véritablement démocratique, exemplaire pour la région.» Le contact avec les représentants d'Ennadha a quelque peu rassuré les élus suisses: «Nous les avons interrogés sur la laïcité. Ils ont bien clarifié que la Tunisie ne sera pas un Etat religieux, mais un pays dont la religion est l'islam, comme d'autres ont pour religion le catholicisme.»

Dans la rue, l'accueil des Suisses se révèle des plus chaleureux: «Ils se souviennent du

discours du ministre Samuel Schmidt en Tunisie en 2005 qui avait rappelé le régime à ses obligations en matière de droits humains. Propos censurés à la télévision.»

Rôle de la Suisse

Jean-Charles Rielle espère que la Confédération se montrera tout aussi prompt à restituer à l'Etat tunisien les avoirs spoliés déposés en Suisse par l'ex-président Ben Ali: «Les autorités helvétiques doivent communiquer précisément au nouveau gouvernement les pièces dont elle a besoin pour pouvoir procéder au transfert de ces richesses. Nous leur demandons aussi de ne pas réclamer le départ des exilés tunisiens avant que l'économie se relève. La Tunisie compte un million de chômeurs!» Dans ce contexte, la coopération, les investissements et les aides helvétiques en matière de formation devraient être renforcés, insiste le médecin. |